



PRÉFÈTE DE LA NIÈVRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

Marché sur procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du code de la commande publique

Objet du marché

Mission de maîtrise d'œuvre relative aux travaux de neutralisation de l'ouvrage domanial « digue de Luthenay-Uxeloup » (58)

Référence du marché

DDT58_MOE_TVX_NEUTRALISATION_LUTHENAY

Référence de la consultation

PRA042615

Pouvoir adjudicateur

État - Préfecture de la Nièvre

Direction Départementale des Territoires de la Nièvre, par délégation

Représentant du pouvoir adjudicateur

M. le Directeur Départemental des Territoires de la Nièvre

Cité Colbert Rue Simone Veil

BP 20069 58028

NEVERS Cedex

Téléphone : 03 86 60 70 80

Table des matières

1	Objet du marché.....	3
1.1	Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage.....	3
1.2	Représentant du pouvoir adjudicateur - Conduite d'opération.....	3
1.3	Définition de la mission de Maîtrise d'œuvre.....	3
1.4	Consistance de la Mission.....	4
1.5	Mission d'assistance en communication.....	4
1.6	Périmètre de l'étude.....	4
2	Contenu de la mission.....	6
2.1	Contenu de la mission de maîtrise d'œuvre.....	6
2.1.1	Missions de maîtrise d'œuvre privée.....	6
2.1.2	Contenu par élément de mission.....	7
2.1.2.1	Avant-Projet (AVP).....	7
2.1.2.2	Projet (PRO).....	8
2.1.2.3	Assistance à la passation des Contrats de Travaux (ACT).....	9
2.1.2.4	Visa.....	11
2.1.2.5	Direction de l'Exécution des Travaux (DET).....	12
2.1.2.6	Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC).....	13
2.1.2.7	Assistance aux opérations de réception (AOR).....	13
2.1.2.8	Assistance en communication (COM).....	14
2.1.3	Mission complémentaire.....	14
3	Pièces constitutives du marché.....	15
4	Décomposition en tranches et en lots.....	15
5	Responsabilités et assurances.....	15
6	Clauses sociales et environnementales pour les marches de travaux.....	16
7	Notification.....	17
8	Rémunération – Règlement des comptes – Variation des prix.....	17
8.1	Rémunération.....	17
8.2	Règlement des comptes.....	17
8.3	Variation dans les prix.....	20
9	Montant estimé des travaux.....	20
10	Réunions.....	20
11	Début des prestations, délais d'exécution, et pénalités.....	21
12	Avance.....	24
13	Propriété des données - Format.....	24
14	Achèvement de la mission.....	25
15	Résiliation.....	25
16	Déroghations aux documents généraux.....	26

1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la réalisation d'une prestation de maîtrise d'œuvre (conformément aux dispositions du code la commande publique et notamment le livre IV portant dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre privée) afin de réaliser les travaux de neutralisation de l'ouvrage domanial dénommé « digue de Luthenay-Uxeloup », situé sur les communes de Fleury sur Loire et Luthenay-Uxeloup (58), relevant de la rubrique 3.3.5.0 de la nomenclature IOTA annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement.

La prestation s'appuie principalement sur :

- L'étude des modalités de neutralisation de l'ouvrage domanial « digue de Luthenay-Uxeloup » réalisée par le bureau d'études Anteagroup en 2024, annexée au présent CCP.

L'étude de dangers du val de Luthenay-Uxeloup (BRL Ingénierie – 2017) est disponible sur le site internet de la préfecture de la Nièvre (<https://www.nievre.gouv.fr>).

Les travaux à réaliser ont notamment pour objectifs :

- De permettre la plus grande transparence hydraulique de l'ouvrage afin de ne pas réduire les capacités naturelles d'expansion des crues dans le lit majeur.
- De ne pas aggraver les conséquences des inondations et de ne pas constituer de danger pour la sécurité publique en cas de crue.
- De contribuer à la restauration des fonctionnalités naturelles des milieux aquatiques caractéristiques de la Loire.

1.1 Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Le maître d'ouvrage est l'État - Préfète de la Nièvre, représenté par la direction départementale des territoires de la Nièvre.

1.2 Représentant du pouvoir adjudicateur - Conduite d'opération

La conduite d'opération est assurée par la direction départementale des territoires de la Nièvre, représentant du pouvoir adjudicateur.

1.3 Définition de la mission de Maîtrise d'œuvre

Le présent CCP concerne la maîtrise d'œuvre relative aux travaux de neutralisation de l'ouvrage domanial « digue de Luthenay-Uxeloup ».

Les caractéristiques du maître d'œuvre sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement.

L'agrément du titulaire selon l'arrêté du 15 novembre 2017 n'est pas exigé.

Le maître d'œuvre peut sous-traiter tout ou partie des prestations de son marché.

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément de ses conditions de paiement sont demandés conformément aux dispositions des articles R2193-1 à -22 du code de la commande publique. Le maître d'œuvre doit joindre, en sus des renseignements exigés par les articles R2193-1 à -4 du code de la commande publique, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 5 ci-après.

1.4 Consistance de la Mission

Pour permettre la réalisation de cet objectif, le maître d'œuvre, titulaire du présent marché, a pour tâches essentielles :

- la prise en compte des objectifs du maître d'ouvrage, l'analyse et la pertinence des choix ;
- les études techniques nécessaires au dimensionnement des travaux de neutralisation envisagés sur l'ouvrage;
- la rédaction de tous les documents réglementaires nécessaires aux travaux, y compris la rédaction des pièces de consultation, l'analyse des offres et le suivi des études et expertises environnementales.
- la rédaction du programme des travaux et calendrier nécessaires ainsi que les dossiers de consultation des entreprises correspondants ;
- assister le maître d'ouvrage dans l'instruction des dossiers réglementaires ;
- assister le maître d'ouvrage dans l'analyse des offres des candidats ;
- contrôler et réceptionner les travaux ;
- fournir l'ensemble des documents et éléments sollicités par le maître d'ouvrage.

1.5 Mission d'assistance en communication

Dans le cadre des réunions publiques et étapes de concertation, une mission transversale d'appui à la communication est assurée par le titulaire.

La mission consiste en :

- l'établissement d'une proposition de programme de communication afin de garantir le passage de l'information et une concertation ouverte ;
- la réalisation de maquette de supports de communication (à distribuer, et/ou à présenter en réunion publique) ;
- une participation physique aux réunions publiques.

1.6 Périmètre de l'étude

La présente mission porte sur l'ouvrage domanial dénommé « digue de Luthenay-Uxeloup », situé sur les communes de Fleury sur Loire et Luthenay-Uxeloup (58).

L'ouvrage, d'une longueur de 6km est constitué d'une levée en terre qui se raccorde en amont au canal latéral à la Loire.

En aval cette levée s'approche du lit vif de la Loire et se termine au niveau d'une petite dépression . La hauteur moyenne de l'ouvrage est de 2,7m avec une hauteur maximale de 4,7m. L'ouvrage se caractérise par la présence d'une végétation ligneuse dense sur la totalité de son linéaire.

Cet ouvrage n'a pas été classé au titre de la rubrique 3.2.6.0 de la nomenclature IOTA annexée à

2 CONTENU DE LA MISSION

2.1 Contenu de la mission de maîtrise d'œuvre

2.1.1 Missions de maîtrise d'œuvre privée

Les missions de maîtrise d'œuvre associées à ces travaux correspondent aux éléments de la mission de maîtrise d'œuvre telle que défini dans le code la commande publique, notamment le livre IV portant dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre privée, et l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrages publics à des prestataires de droit privé se rapportant au domaine des infrastructures.

Elles portent dans le cas présent, sur les éléments de mission suivants :

Phase conception	
AVP	Les études d'avant-projet
PRO	Les études de projet
Phase travaux	
ACT	L'assistance au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux
VISA	L'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entreprises
DET	La direction de l'exécution des contrats de travaux
OPC	L'ordonnancement, le pilotage et la coordination des travaux
AOR	L'assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la « Garantie de parfait achèvement » (GPA) prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux
Assistance en communication	
COM	Établir un programme de communication incluant les réunions publiques, la communication auprès des riverains...

Le maître d'œuvre devra réaliser les missions complémentaires suivantes :

- MC N°1 : Établissement des dossiers réglementaires exigés pour autoriser la réalisation des aménagements et l'assistance au maître de l'ouvrage pour la présentation de ces dossiers (voir article 2.1.3 ci-après) y compris l'élaboration des pièces de consultation, l'analyse des offres et le suivi des études et expertises environnementales nécessaires à leur rédaction.
- MC N°2 : Cartographie des zones potentielles d'accumulation des eaux en cas de crue de la Loire.

Précisions concernant les études complémentaires éventuelles :

Si des études complémentaires sont jugées nécessaires par le maître d'œuvre pour la définition du projet (sondages, reconnaissances de sols, études de levés topo-batymétriques...), elles seront prises en charge financièrement par le maître d'ouvrage dans le cadre de marchés contractés entre le maître d'ouvrage et un ou plusieurs prestataires.

Le maître d'œuvre devra transmettre au maître d'ouvrage ou son représentant, pour chaque opération concernée, une note technico-économique justifiant notamment leur nécessité et leur nombre, accompagnée de plans de situation et/ou coupes. Il assurera l'élaboration des DCE, le dépouillement des offres et le suivi de leur réalisation sur le terrain.

2.1.2 Contenu par élément de mission

2.1.2.1 Avant-Projet (AVP)

Sont considérées comme comprises dans l'élément de missions normalisé AVP les prestations suivantes :

- l'inventaire éventuel de toutes les procédures réglementaires nécessaires à la réalisation du projet, et la rédaction des cahiers des charges des missions complémentaires qui seraient nécessaires pour mener à terme ces procédures ;
- l'assistance au maître d'ouvrage pour la définition des éventuelles investigations complémentaires : topographie, géotechnique..., le suivi et la vérification de ces prestations et l'intégration des résultats.

Les objectifs

D'une manière plus détaillée et fondée sur les aménagements retenus et le programme arrêté afin de procéder à la neutralisation de l'ouvrage, les études d'avant-projet réalisées par le maître d'œuvre ont pour objet.

- de se rapprocher des acteurs du projet pouvant avoir des exigences de réalisations au regard des documents généraux ou contextes existants,
- de confirmer la faisabilité des travaux envisagés compte tenu des études et reconnaissances complémentaires, et au regard des différentes réglementations,
- de confirmer l'emprise exacte des travaux,
- de préciser les aménagements retenus en déterminant leurs principales caractéristiques ainsi que leurs dimensionnements.
- de rechercher et proposer diverses destinations des matériaux issus des travaux de déblais,
- de proposer une implantation topographique des principaux aménagements et des zones d'emprises pour les terrassements,
- de préciser la durée de réalisation des travaux et aménagements,
- de permettre au maître de l'ouvrage d'en arrêter définitivement le programme, d'en fixer les phases de réalisation et de déterminer les moyens nécessaires notamment financiers,
- d'établir l'estimation du coût prévisionnel des travaux, en distinguant les dépenses par partie d'ouvrage et nature de travaux, et en indiquant l'incertitude qui y est attachée compte tenu des bases d'estimation utilisées

Contenu de l'Avant-Projet

L'avant projet comprendra une solution de base, celle envisagée étant la réalisation de cinq ouvertures au terrain naturel sur un linéaire cumulé de 600ml et d'éventuelles variantes techniques comprenant :

- un mémoire technique où seront appréhendés, entre autre les points suivants :
 - une synthèse de l'origine et du contenu des aménagements à réaliser,
 - les solutions techniques et/ou économiques éventuelles possibles,
 - l'analyse paysagère et l'intégration du projet,
 - le planning des travaux.
- les plans de situation,
- les plans de masse des aménagements sur fond de plan topographique,
- les profils en long des aménagements projetés (au 1/200^{ème}),
- les coupes permettant d'appréhender la structure des aménagements projetés (au 1/100^{ème}),
- les profils en travers des aménagements,
- un détail quantitatif et estimatif,
- une lettre d'engagement sur le coût prévisionnel des travaux, qui permettra d'établir par avenant le forfait définitif de rémunération,
- une note de présentation synthétique et didactique de l'avant-projet (10 pages maximum).

L'objectif final est de faire émerger un scénario global d'aménagement visant à neutraliser l'ouvrage et permettant, en concertation avec les acteurs concernés, une circulation des engins agricoles sur la crête. Le maître d'œuvre effectuera une analyse critique des scénarios envisagés en retenant à minima les critères suivants :

- la prise en compte des enjeux écologiques,
- l'analyse coût / bénéfice,
- la faisabilité réglementaire (procédures, délais).

2.1.2.2 Projet (PRO)

Dispositions générales

La phase projet doit permettre de vérifier les estimations des coûts des travaux tels que décomposés dans la phase avant projet.

Détail des prestations

Les études de projet ont pour objet de :

- préciser la solution d'ensemble au niveau de détail requis pour un PRO ;
- à partir des solutions techniques et/ou économiques présentées dans l'avant-projet qui auront été retenues par le maître d'ouvrage, sur proposition du maître d'œuvre, élaborer et fixer les caractéristiques des travaux ainsi que les méthodes de mise en œuvre, le dimensionnement des aménagements et ainsi définir le champ des options que les entreprises seront autorisées à présenter lors de la consultation,

- définir et dimensionner les éventuels matériaux et équipements entrant dans la réalisation des aménagements puis en fournir le descriptif complet (nature, provenance, qualité, conditions de mise en œuvre, ...),
- déterminer la destination des matériaux issus des travaux de déblais,
- produire les plans au 1/000^{ème} (au 1/50^{ème} pour les coupes), sur fond de plan topographique, avec illustration de tous les niveaux de détail requis,
- définir les besoins en terme de contrôles extérieurs qui permettront de valider les résultats,
- concevoir les dispositifs de sécurité destinés à figurer dans le dossier d'entretien des ouvrages tel que défini à l'article R. 235.5 du Code du travail, le cas échéant en collaboration avec le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé missionné par le maître d'ouvrage,
- définir les mesures à mettre en œuvre préalablement à l'intervention des entreprises conformément aux dispositions des articles R. 238-41 à R. 238-45 du Code du travail, le cas échéant en collaboration avec le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé missionné par le maître d'ouvrage,
- établir un coût prévisionnel des travaux décomposé en éléments techniquement homogènes et établir un devis quantitatif détaillé sous format excel, utilisable directement pour l'établissement des DCE,
- permettre au maître d'ouvrage d'arrêter le coût prévisionnel de la solution d'ensemble,
- d'établir un calendrier d'exécution qui précise le commencement et les durées d'intervention principales, par phase technique, afin de permettre au maître d'ouvrage de fixer l'échéancier d'exécution,

Contenu du projet

Le projet comprend la solution retenue en AVP et des éventuelles options. Les options sont des solutions techniques différentes qui :

- s'inscrivent dans la continuité de l'avant-projet approuvé par le maître d'ouvrage;
- sont cohérentes avec le reste du projet ;
- permettent au maître de l'ouvrage de conclure des marchés de travaux dans le cadre de son enveloppe financière prévisionnelle.

En outre, lorsqu'après mise en concurrence, une variante respectant les conditions minimales stipulées dans le dossier de consultation a été proposée par le ou les entrepreneurs et acceptée par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre doit compléter les études de projet pour :

- assurer la cohérence de toutes les dispositions avec les avants projets et projets,
- établir la synthèse des plans et spécifications émanant d'une part des avants projets et projets établis par le maître d'œuvre et d'autre part des propositions de l'entrepreneur.

2.1.2.3 Assistance à la passation des Contrats de Travaux (ACT)

Dispositions générales :

La mission ACT se décompose en 2 parties :

- l'établissement du dossier de consultation des entreprises ;
- l'analyse technique et financière des offres des entreprises dans le cadre du code des marchés publics.

L'établissement des marchés sera réalisé sur la base des pièces élaborées et transmises par le maître d'œuvre.

L'assistance au maître d'ouvrage pour la passation du ou des marchés de travaux, sur la base des études qu'il a approuvées, a pour objet de :

- préparer la consultation des entreprises de manière qu'elles puissent présenter leurs offres en toute connaissance de cause, sur la base d'un dossier constitué des pièces administratives et techniques prévues au marché. Certaines opérations du programme à réaliser pourront donner lieu à plusieurs appels d'offres décalés dans le temps à la demande du maître d'ouvrage, voire à des marchés à tranches ou à lots ;
- analyser les offres des entreprises, et, s'il y a lieu, les variantes à ces offres, procéder à la vérification de la conformité des réponses aux documents de la consultation, analyser les méthodes ou solutions techniques en s'assurant qu'elles sont assorties de toutes les justifications et avis techniques, en vérifiant qu'elles ne comportent pas d'omissions, d'erreurs ou de contradictions normalement décelables par un homme de l'art et établir un rapport d'analyse comparative proposant les offres susceptibles d'être retenues, conformément aux critères de jugement des offres précisés dans le règlement de la consultation ; la partie financière de l'analyse comporte une comparaison des offres entre elles, y compris les variantes, incluant le coût prévisionnel des travaux ;
- préparer les mises au point nécessaires pour permettre la passation du ou des marchés de travaux par le maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre est chargé de la rédaction de toutes les pièces permettant le bon déroulement de la consultation et la passation du marché de travaux : Dossier de Consultation des Entreprises, comparatif des offres, compte-rendu des réunions.

Dossier de consultation des entreprises (DCE) :

Le maître d'œuvre sera chargé d'établir le DCE et d'en rédiger toutes les pièces administratives. Celui-ci comprendra notamment :

- Acte d'Engagement (AE) ;
- Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Cahier des charges qui détaillera parfaitement le projet, permettant aux entrepreneurs de s'engager valablement sur un prix, et où les prestations à fournir et les performances à atteindre seront clairement explicitées, après validation par le Maître d'Ouvrage
- Règlement de Consultation (RC) ;
- Bordereau des Prix Unitaires (BPU) que les entreprises auront à compléter ;
- Détails Quantitatifs Estimatifs (DQE) que les entreprises auront à compléter ;
- les éléments nécessaires à la rédaction du SOPAQ (Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance Qualité) de l'entreprise ;
- estimation du coût des travaux ;
- plans de situation, plan de masse, cahier des coupes, profil en long, plans de détails ;
- plans des réseaux existants ;
- toute pièce et document nécessaires à la bonne compréhension du dossier, donnés à

titre indicatif et non contractuel, et permettant aux entreprises de travaux de répondre le plus précisément possible aux conditions du marché.

Le maître d'œuvre définira :

- un contenu de note méthodologique à fournir par les entreprises lors de la procédure de consultation ;
- une grille d'analyse associée, comprenant critères et sous critères techniques ainsi qu'une définition du nombre de points attribués au regard de chacun des sous critères, assortie d'une pondération conformément au code des marchés publics en vigueur;
- les niveaux minimum de capacités techniques et économiques pour l'examen des candidatures des entreprises de travaux.

-

Suivi de la consultation :

En cas de question posée par une entreprise, le maître d'œuvre, à compter des dates et heure de réception de la télécopie formulant la question, établira une réponse dans les délais fixés au CCAP. Celle ci devra être transmise au maître d'ouvrage pour diffusion à l'ensemble des entreprises ayant retiré un dossier de consultation.

Choix du(es) titulaire(s) - Analyse des offres :

La phase « Analyse des offres » comporte l'analyse des candidatures, l'analyse des offres et, éventuellement, si l'appel d'offres est déclaré infructueux, l'établissement d'un dossier de consultation modifié sur demande du maître d'ouvrage.

Le rapport d'analyse des offres sera établi selon l'ordre des critères et sous critères de jugement des offres défini préalablement dans le règlement de consultation des entreprises.

Le maître d'œuvre procédera à l'analyse des offres en solution de base et en variante, puis en comparant la meilleure offre de base avec la meilleure offre variante.

2.1.2.4 Visa

Dispositions générales

L'examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse faites par le ou les entrepreneurs ainsi que leur visa par le maître d'œuvre, ont pour objet d'assurer au maître de l'ouvrage que les documents établis par l'entrepreneur respectent les dispositions du projet établi par le maître d'œuvre.

Détail des prestations

Cette prestation comprend l'ensemble des prestations à accomplir par le Maître d'œuvre pour valider auprès des entreprises et du Maître d'Ouvrage les études et plans d'exécution, réalisés par les entreprises et nécessaires à la réalisation des travaux, en respectant les dispositions du projet qu'il aura établi.

Ces prestations doivent aussi en particulier garantir que les conditions de réalisation proposées

ne sont pas susceptibles d'entraîner des dérapages en termes de délais et de coûts, et/ou des risques quant à la sécurité des hommes et activités situés dans les zones concernées ou sur les chantiers propres à l'opération, de même que d'un point de vue environnemental.

2.1.2.5 Direction de l'Exécution des Travaux (DET)

Dispositions générales

Le Maître d'œuvre s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires à un suivi régulier des chantiers avec visites inopinées.

La mission de « direction de l'exécution des marchés de travaux » a pour objet de :

- s'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées et le cahier des charges correspondant,
- s'assurer que les documents à produire par le ou les entreprises (y compris les plans de récolement), en application du ou des marchés de travaux, sont conformes aux dits marchés et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradiction décelables par un homme de l'art,
- s'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du ou des marchés de travaux et des plans d'exécution,
- procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions de chantier,
- informer systématiquement le maître d'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables, ainsi que des problèmes pouvant survenir,
- donner un avis au maître d'ouvrage sur les réserves éventuellement formulées auprès de l'entreprise en cours d'exécution des travaux et sur le décompte final, assister le maître d'ouvrage en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, instruire les mémoires de réclamation des entreprises.

Le maître d'œuvre doit :

- assurer les réunions de chantier avec rédaction de comptes rendus (rédigés par le maître d'œuvre et diffusés sous une semaine à tous les intervenants) et des visites inopinées.
- se déplacer immédiatement sur le chantier en cas de problème technique ou d'incident.

Il informera le Maître d'ouvrage de tout incident technique.

Avenant à un marché

Dans le cas où le marché avec une entreprise nécessite d'être complété par un avenant, le maître d'œuvre est chargé d'établir un projet d'avenant avec un rapport justificatif, qui sera soumis à l'approbation du maître d'ouvrage. Il devra être justifié par écrit par le maître d'œuvre.

En cas d'avis défavorable du maître d'ouvrage, le maître d'œuvre doit proposer au maître

d'ouvrage d'engager une nouvelle consultation des entreprises, respectant les règles de mise en concurrence initiale.

2.1.2.6 Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC)

Les tâches relatives à la mission d'ordonnancement – coordination – pilotage seront effectuées notamment sous la forme de documents graphiques.

Le maître d'œuvre propose des mesures visant au respect des délais d'exécution des travaux et une répartition appropriée des éventuelles pénalités.

Le maître d'œuvre :

- contrôle l'avancement des travaux et enregistre les écarts constatés par rapport aux prévisions, détermine l'origine de ces écarts ;
- fait apparaître l'avancement du chantier pour chaque réunion, et en cas de retard attire immédiatement l'attention de l'entreprise défaillante et étudie avec cette dernière les moyens permettant de le résorber ;
- établit, en concertation avec les entreprises, un « recalage » du calendrier d'exécution des travaux, si les retards ne permettaient plus de les gérer ;
- en cas d'une éventuelle défaillance d'une ou de plusieurs entreprises, il propose au maître de l'ouvrage des mesures destinées à limiter les effets sur les délais ;
- planifie la remise des Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE), y compris le Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO) ;
- tient à disposition des intervenants la bibliothèque de références où figurent les documents intéressant les travaux.

2.1.2.7 Assistance aux opérations de réception (AOR)

La mission comprend notamment, outre les éléments prévus aux articles 41 à 44 du CCAG travaux :

Opérations préalables à la réception des ouvrages (OPR)

- dresser le procès-verbal correspondant revêtu de sa signature et de celle de l'entrepreneur, selon les formulaires fournis par la Direction des Affaires Juridiques du Ministère de l'économie et des finances, l'adresser au maître de l'ouvrage avec ses propositions concernant la réception y compris les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages nécessaires à la mise en service de l'ouvrage ;
- faire connaître à l'entrepreneur dans un délai de cinq jours suivant la date du procès verbal, s'il a ou non proposé au maître de l'ouvrage la réception des ouvrages avec mention des réserves éventuelles et dans l'affirmative la date d'achèvement des travaux qu'il propose de retenir.

Garantie de parfait achèvement (GPA)

La mission du maître d'œuvre se poursuit pendant la période de garantie de parfait achèvement pour l'application des obligations contractuelles faites aux entreprises pendant cette période, étant précisé que celle-ci peut être prolongée par décision du maître de l'ouvrage.

Le maître d'œuvre doit notamment au cours du délai de garantie susvisé, procéder aux constatations des malfaçons, aux défauts d'exécution, ou mises en œuvre non conformes de matériaux ou matériels qui se révéleraient à l'usage.

1 mois au plus tard avant la fin du délai de parfait achèvement, le titulaire organise une "visite de fin de délai d'achèvement".

Dossier des ouvrages exécutés (DOE)

Il appartient au maître d'œuvre de collecter et de vérifier au fur et à mesure les documents fournis après exécution par les entrepreneurs, notamment les plans d'ensemble et de détail conformes à l'exécution, en application de l'article 40 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

Le maître d'œuvre remet, après vérification, les documents ci-dessus au maître de l'ouvrage.

2.1.2.8 Assistance en communication (COM)

Dans le cadre des réunions publiques et étapes de concertation prévues à l'article 10, une mission transversale d'appui à la communication est assurée par le titulaire.

Celui-ci tient à la disposition du maître d'ouvrage une équipe de communication identifiée.

La mission consiste en :

- l'établissement d'une proposition de programme de communication afin de garantir le passage de l'information et une concertation ouverte ;
- la réalisation de maquette de supports de communication (à distribuer, et/ou à présenter en réunion publique) ;
- une participation physique aux réunions publiques.

2.1.3 Mission complémentaire

Mission complémentaire N°1. Établissement des dossiers réglementaires.

Le prestataire devra réaliser les dossiers réglementaires nécessaires à l'obtention des autorisations pour débiter les travaux y compris l'élaboration des pièces de consultation, l'analyse des offres et le suivi des études et expertises environnementales nécessaires à leur rédaction. Une revue réglementaire préalable sera réalisée par le maître d'œuvre et devra la faire valider par le service instructeur.

Mission complémentaire N°2. Cartographie des zones potentielles d'accumulation des eaux en cas de crue de la Loire.

La neutralisation de l'ouvrage s'accompagnera d'une fréquence d'inondation du val plus importante. Sur la base de la topographie du val le prestataire établira une cartographie des zones potentielles d'accumulation des eaux en cas de crue et proposera des aménagements visant à réduire les temps de ressuyage des terres concernées.

3 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4-1 du CCAG Prestations Intellectuelles, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

A – Pièces particulières :

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- le CCP et son annexe, valant Cahier des Clauses Administratives Particulières et Cahier des Clauses Techniques Particulières dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- l'offre technique et financière du titulaire.

B – Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix de la consultation

- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux
- le code de la commande publique et l'arrêté du 22/03/2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'oeuvre confiés par des maîtres d'ouvrages publics à des prestataires de droit privé.

4 DÉCOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS

Le présent marché de maîtrise d'œuvre n'est pas alloti.

Il comporte une seule tranche ferme.

5 RESPONSABILITÉS ET ASSURANCES

Responsabilités

D'une manière générale, le maître d'œuvre assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur. À ce titre, le maître d'œuvre répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le maître d'œuvre et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à

couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris au maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties devront être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Assurances des risques découlant des missions de maîtrise d'œuvre

Conformément à l'article 2 de l'arrêté du 18 février 2010 précisant les catégories et critères des agréments des organismes intervenant pour la sécurité des ouvrages hydrauliques, le maître d'œuvre doit présenter l'attestation d'assurance permettant une couverture financière suffisante par rapport aux risques découlant des missions susceptibles d'être effectuées dans le cadre de son agrément et de leurs conséquences.

Assurances de responsabilité civile décennale :

Le maître d'œuvre déclare être titulaire d'une police d'assurance de responsabilité décennale en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le garantissant pour les travaux confiés.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'imposer la souscription ou de souscrire un contrat collectif de responsabilité décennale.

Dispositions communes

L'article 9 du CCAG-PI s'applique au maître d'œuvre et à ses sous-traitants.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire ou de l'un de ses sous-traitants, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à la charge du titulaire ou du sous-traitant.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

6 CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES POUR LES MARCHES DE TRAVAUX

Clause d'insertion sociale

Le maître d'œuvre prévoit dans la rédaction des marchés de travaux des clauses favorisant l'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

Hydrologie

Le maître d'œuvre veille à intégrer dans ses marchés de travaux des consignes visant à assurer la sécurité du chantier en cas de crue. Il communiquera l'adresse des sites Internet suivants :

<http://www.vigicrues.gouv.fr/>

<https://www.vigicrues.gouv.fr/territoire/30>

Clause environnementale

Le maître d'œuvre s'engage à mettre en place une gestion rigoureuse de l'environnement qui prend en compte l'ensemble des facteurs intervenant dans le processus de réalisation des prestations. Il s'engage à faire respecter, au travers de la rédaction des marchés de travaux, les prescriptions des services instructeurs, l'intégration des sites dans l'environnement.

7 NOTIFICATION

L'article 3 du CCAG-PI s'applique avec les précisions suivantes :

- Les notifications au maître d'œuvre des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai, sont faites par voie postale avec accusé de réception.

8 RÉMUNÉRATION – RÈGLEMENT DES COMPTES – VARIATION DES PRIX

8.1 Rémunération

Généralités

La rémunération est forfaitaire, définitive et non révisable.

Elle est exclusive de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune rémunération d'intervenants autres que la maîtrise d'ouvrage au titre de la présente opération.

Montant

Le montant de la rémunération est égal au montant hors TVA mentionné à l'article 3-1 de l'acte d'engagement.

Modification

En cas de modification du projet global ou de la mission, décidée par le maître d'ouvrage, le marché fait l'objet d'un avenant en application du décret 93-1268 du 29 novembre 1993, article 30, paragraphe III.

La rémunération est adaptée à partir d'une proposition du maître d'œuvre faisant apparaître notamment la description des prestations décomposées en temps prévisionnel nécessaire à leur exécution, par compétences et éléments de mission.

8.2 Règlement des comptes

Modalités de paiement des avances acomptes, solde et indemnités - Intérêts moratoires

Le point de départ du délai global de paiement des acomptes et du solde est la date la plus tardive entre la date de réception de la demande de paiement par le représentant du pouvoir adjudicateur et de constatation du service fait par le représentant du pouvoir adjudicateur.

En cas de sous-traitance, le délai du paiement direct du sous-traitant est le même que pour le titulaire du marché.

Rythme de règlements

Le règlement des sommes dues au titulaire pour l'exécution des éléments de mission définis à l'article 2 du CCP, fait l'objet d'acomptes et d'un solde dans les conditions suivantes :

Éléments de mission	Pourcentage du montant de l'élément de mission pour la prestation	État d'avancement de la mission exigé
AVP	X% jusqu'à 70 %	Au prorata de l'avancement de la validation des prestations sur la production d'un compte rendu d'avancement des prestations
	30 %	Approbation de l'élément de mission par le maître d'ouvrage
PRO	X% jusqu'à 70 %	Au prorata de l'avancement de la validation des prestations sur la production d'un compte rendu d'avancement des prestations
	30 %	Approbation de l'élément de mission par le maître d'ouvrage
ACT	X% jusqu'à 70 %	Au prorata de l'avancement de la validation des prestations
	30 %	Approbation par le maître d'ouvrage du rapport de l'analyse des offres
VISA	50 %	A mi-parcours de la période de préparation.
	50 %	Fin de la période de préparation.
DET	X% jusqu'à 100 %	En fonction de l'avancement des travaux sous forme d'acomptes mensuels proportionnellement au montant des travaux exécutés depuis le début de chaque marché de travaux par rapport à son montant estimé.
OPC	20 %	A l'issu de la période de préparation.
	X% jusqu'à 80%	Au prorata de l'avancement des travaux sous forme d'acomptes mensuels sur la production d'un état périodique comportant le compte rendu d'avancement des travaux
AOR	X% jusqu'à 90 %	Au prorata de l'avancement de la validation des prestations
	10 %	Réception par le maître d'ouvrage de la totalité des Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE).

Éléments de mission	Pourcentage du montant de l'élément de mission pour la prestation	État d'avancement de la mission exigé
COM	X% jusqu'à 100 %	Au prorata de l'avancement de la validation des prestations
Mission complémentaire	X% jusqu'à 70 %	Au prorata de l'avancement de la validation des prestations sur la production d'un compte rendu d'avancement des prestations
	30 %	Approbation de l'élément de mission par le maître d'ouvrage

Rémunération des éléments de missions

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments de mission est déterminé à partir des montants figurant à l'annexe 2 de l'acte d'engagement.

Acompte

- Demande d'acompte

La demande d'acompte, établie par le maître d'œuvre, est envoyée au représentant du pouvoir adjudicateur selon les modalités de l'article 7 du CCP.

Elle indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments de mission définies aux articles 3 et du présent document, ainsi que leurs prix, évalués en prix de base (hors révisions) et hors TVA.

- Acompte

À partir de la demande d'acompte présentée par le maître d'œuvre, le représentant du pouvoir adjudicateur détermine le montant de l'acompte à lui verser dans un état d'acompte.

Demande de paiement du solde et décompte général

- Demande de paiement du solde

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 14 du CCP, le maître d'œuvre adresse au représentant du pouvoir adjudicateur la demande de paiement du solde correspondant aux prestations fournies, en précisant leurs prix évalués en prix de base (hors révisions) et hors TVA.

La demande de paiement est envoyée au représentant du pouvoir adjudicateur selon les modalités de l'article 7 du CCP.

- *Décompte général* : (en cas de paiement sous forme d'acomptes)

Le représentant du pouvoir adjudicateur établit le décompte général qui comprend :

- le décompte final ;
- l'état du solde, établi à partir de la demande de paiement final ;

- la récapitulation des acomptes et du solde.

Le montant du décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au maître d'œuvre le décompte général avant la plus tardive des deux dates ci-après :

- trente jours après la date de remise au représentant du pouvoir adjudicateur de la demande de paiement final par le titulaire ;
- douze jours après la publication de ou des index de référence permettant la révision du solde.

À compter de la date d'acceptation du décompte général par le maître d'œuvre, ce document devient le décompte général et définitif, et ouvre droit à paiement du solde.

8.3 Variation dans les prix

Sans objet

9 MONTANT ESTIMÉ DES TRAVAUX

Le coût prévisionnel des travaux est le montant de toutes les prestations de travaux nécessaires pour réaliser l'ouvrage.

Il comprend l'estimation du montant des prestations nécessaires pour neutraliser l'ouvrage domanial

Si l'estimation du coût prévisionnel des travaux proposée par le titulaire au moment de la remise des prestations de l'élément AVP est supérieure à la part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux, le maître d'ouvrage peut refuser d'approuver les prestations et demander au titulaire de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière prévisionnelle de l'acte d'engagement.

10 RÉUNIONS

Les réunions sont prévues selon le rythme suivant :

- 1 Réunion de lancement
- 1 Réunion en phase AVP
- 1 Réunion en phase PRO
- 2 Réunions en phase ACT (DCE, ouverture des plis et choix de l'entreprise)
- 1 Réunion pour les dossiers réglementaires.
- 2 Réunions publiques
- 2 Réunions de concertation avec les élus des communes de Fleury sur Loire et Luthenay-Uxeloup.

En phase d'exécution, une réunion hebdomadaire sera faite durant tout le chantier.

Les réunions nécessaires aux opérations de réception de l'ouvrage seront comprises dans l'offre.

Le maître d'œuvre est réputé intégrer dans son offre toutes les réunions techniques nécessaires au projet sans prétendre d'aucune facturation complémentaire.

11 DÉBUT DES PRESTATIONS, DÉLAIS D'EXÉCUTION, ET PÉNALITÉS

Début des prestations et délais d'exécution de chaque élément de mission

Le début des prestations et les délais d'exécution de chaque élément de mission sont définis dans le tableau ci-après :

Phase conception

Éléments de mission de réalisation	Tâche	Détail de la mission	Point de départ du délai	Délai titulaire
AVP	Avant-projet	Fournir le rapport définitif d'avant-projet	Date précisée dans l'ordre de service du représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) de commencer l'exécution de l'élément de mission	3 mois
PRO	Projet	Réaliser les études de projet	Date précisée dans l'ordre de service du représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) de commencer l'exécution de l'élément de mission	3 mois

Phase travaux

Éléments de mission de réalisation	Tâche	Détail de la mission	Point de départ du délai	Délai titulaire
Mission complémentaire	Dossiers réglementaires	Elaboration des dossiers d'évaluation des incidences Natura 2000 et des demandes d'autorisation au titre de la loi sur l'eau. Rédaction des pièces de consultation, l'analyse des offres et le suivi des études et expertises environnementales	Date précisée dans l'ordre de service du représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) pour commencer l'exécution de l'élément de mission	5 mois pour première transmission du rapport final. <u>Et autant que de besoins :</u> 1 semaine pour reprise du document et transmission de la nouvelle version.
	Cartographie des zones d'accumulation des eaux en cas de crue dans le val	Proposer des aménagements visant à réduire les temps de ressuyage des terres dans le val	Date précisée dans l'ordre de service du représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) pour commencer l'exécution de l'élément de mission	3 mois pour la première transmission de la cartographie finale <u>Et autant que de besoins :</u> 1 semaine pour reprise du document et transmission de la nouvelle version.
ACT	DCE	Préparer le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) et identifier les éléments d'analyse des offres	Date précisée dans l'ordre de service du représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) pour commencer l'exécution de l'élément de mission	1 mois pour première transmission du rapport final. <u>Et autant que de besoins :</u> 1 semaine pour reprise du document et transmission de la nouvelle version.
	Analyse des offres	Fournir le rapport d'analyse des offres.	Date de la remise au titulaire des plis contenant les offres de chaque entreprise	3 semaines pour première transmission du rapport au maître d'ouvrage 2 jours ouvrés pour reprise du rapport et transmission du rapport définitif
	Mise au point du dossier marché	Procéder à la mise au point éventuelle du dossier marché	Date de la décision d'attribution du marché.	3 semaines pour transmission des documents au maître d'ouvrage 2 jours ouvrés pour production du document finalisé
VISA		Viser ou faire part de ses observations sur les documents établis par le titulaire du marché de travaux	Date de réception de chaque document	1 semaine
DET	Comptes rendus de réunion	Établir et diffuser les comptes rendus de réunion.	Date de la réunion.	3 jours ouvrés
	Constats	Procéder aux constatations.	Date du constat	3 jours ouvrés
	Notification des modifications au contrat de travaux	Tout document visant à modifier le contrat de travaux initial	Acceptation par le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) de la modification	3 jours ouvrés
	État d'Acompte	Établir l'état d'acompte	Date de la réception de la demande de paiement de l'entreprise	5 jours ouvrés
	Projets de décomptes et soldes	Vérifier les projets de décomptes des marchés de travaux et établir les décomptes généraux et soldes.	Date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.	5 jours ouvrés
OPC	Calendrier des documents d'exécution	Établir le calendrier d'établissement des documents d'exécution notifié par ordre de service à l'entreprise.	Date du début de période de préparation des travaux.	2 semaines
AOR	OPR	Procéder aux opérations préalables à la réception (OPR).	Application du CCAG travaux article 41.	CCAG - Travaux – Article 41.1 (20 jours)
	Proposition de réception	Proposer la réception avec ou sans réserves au représentant du pouvoir adjudicateur et notifier la proposition de réception à l'entrepreneur.	Date du procès verbal des OPR.	CCAG – Travaux article 41.2 (5 jours) CCAG – Travaux article 42
	Procès verbal de levée des réserves	Établir le procès-verbal de levée des réserves.	Date de réception de l'avis de l'entrepreneur ayant levé les réserves.	15 jours ouvrés

	DOE	Remettre le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) au maître de l'ouvrage.	Après réception par le titulaire de tous les documents dus par les entrepreneurs.	CCAG – Travaux article 40 (Lors de la demande de réception des travaux)
	Examen des désordres	Procéder à l'examen des désordres signalés pendant la Garantie de Parfait Achèvement (GPA).	Date de saisine par le représentant du pouvoir adjudicateur.	CCAG – Travaux article 44 (1 an)

Assistance en communication

Éléments de mission de réalisation	Tâche	Détail de la mission	Point de départ du délai	Délai titulaire
COM	Programme de communication	Établir un programme de communication incluant les réunions publiques, la communication auprès des riverains	Date précisée dans l'ordre de service du représentant du pouvoir adjudicateur pour commencer l'exécution de l'élément de mission.	15 jours pour transmission du programme 1 semaine pour reprise du document.
	Maquettes de documents de communication	Etablir les maquettes des supports de communication (flyers, affiches, diaporama) en lien avec le programme	Validation du programme par le maître d'ouvrage	1 semaine pour transmission des maquettes 3 jours pour reprise des documents.

Pénalités

Pour la partie conception :

Pour le calcul du nombre de jours calendaires de retard, il n'est tenu compte ni du jour de la date limite ni du jour de la date réelle de remise du document.

L'article 14 du CCAG Prestations Intellectuelles s'applique.

Pour la partie réalisation :

L'article 19 du CCAG Travaux s'applique.

12 AVANCE

Il est fait application des règles relatives aux avances prévues par les articles R2191-3 à -19 du code de la commande publique.

L'avance est fixée à 30 % du montant du marché initial, selon les modalités décrites dans les articles R. 2191-3 à -14 du code de la commande publique.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité à compter de la date de la notification de l'ordre de service de commencer le premier élément de mission.

Si le marché est passé avec des prestataires groupés, le paiement et le remboursement de l'avance sont effectués sur le seul compte du mandataire qui s'engage à les répartir entre les membres du groupement. Le paiement aura un caractère libératoire pour le maître de l'ouvrage.

Dans le cas où le montant prévisionnel des sommes à payer directement à un sous-traitant dépasserait le seuil fixé à l'article R2193-19 du code de la commande publique, une avance forfaitaire peut lui être versée dans les conditions de l'article 11.1 du CCAG Prestations intellectuelles.

13 PROPRIÉTÉ DES DONNÉES - FORMAT

Tous les documents et résultats produits en exécution de la présente mission seront la propriété exclusive du maître d'ouvrage qui pourra en disposer à sa convenance.

Le caractère strictement confidentiel des prestations réalisées au titre de l'étude est souligné et le prestataire sera tenu à ne divulguer aucune information pouvant porter préjudice à cette confidentialité.

Les documents présentés par le maître d'œuvre sont remis sous forme numérique dans les délais prévus par le marché. Toutes les couches SIG produites lors de cette prestation, ainsi que l'ensemble des données et métadonnées créées, seront également transmises au maître d'ouvrage.

Pour des raisons d'efficacité, tous les échanges techniques se feront de façon dématérialisée.

Les formats :

- Les notes et rapports seront fournis en version numérique au format odt et pdf.
- Les données numériques seront transmises dans leur format le plus usuel ainsi que dans leur équivalent libre. Les données volumineuses seront remises sur clef USB.

L'ensemble des documents cartographiques fera l'objet d'un rendu sous forme numérisée. Les éléments seront fournis au maître d'ouvrage sous format SIG (.shp), en projection Lambert 93 conique conforme 47.

14 ACHÈVEMENT DE LA MISSION

Réception

Le représentant du pouvoir adjudicateur prononcera par écrit la réception des prestations.

Achèvement de la mission

La mission du titulaire s'achève à la plus tardive des dates suivantes :

- l'expiration du/des délai(s) de "Garantie de Parfait Achèvement" (G.P.A. prévue à l'article 44.1 du CCAG Travaux) ;
- la levée de la dernière réserve ;

ou lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur décide que les obligations contractuelles du titulaire sont globalement remplies.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie par le représentant du pouvoir adjudicateur.

15 RÉSILIATION

Il est fait, le cas échéant, application des articles du chapitre 7 du CCAG Prestations intellectuelles, avec les précisions suivantes :

Résiliation pour faute du titulaire

Dans l'hypothèse où le maître d'œuvre disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant du pouvoir adjudicateur des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG Prestations intellectuelles complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39 du CCAG Prestations intellectuelles.

Dans l'hypothèse où le maître d'œuvre ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément au III de l'article 51 du CMP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG Prestations intellectuelles.

Dans le cas de résiliation pour faute du maître d'œuvre nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le maître d'œuvre dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître de l'ouvrage.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

Résiliation du marché par arrêt de l'exécution des prestations

Dans le cadre de l'application de l'article 22 du CCAG Prestations intellectuelles, les éléments de mission précisés à l'article 2 du présent CCP sont considérés comme des parties techniques distinctes.

16 DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations au CCAG Prestations intellectuelles prévues au CCP sont les suivantes :

L'article 3 du CCP	déroge à l'article	4.1 du CCAG - PI
L'article 11 du CCP	déroge à l'article	14.1 du CCAG - PI